

QUAND AGAPE EST EN TRAIN DE MOURRIR...

le cas d'étude extrême d'une société "post-communiste"

Izabela Wagner^{1*}

Philippe Saffray^{2*}

Résumé: Le texte discute les concepts d'amour dans sa dimension agapique et le don dans le contexte de la Pologne. A partir d'un point de vue historique, la Pologne est présentée comme un cas archétypique d'un pays post communiste né des ruines des guerres mondiales et, après la chute du mur en 1989, récemment devenu membre de l'UE. La question clé de ce document est: dans un cadre où le libéralisme et le capitalisme colonisent toutes les sphères, comment l'agapè et le don pourraient revitaliser la vie sociale et rendre visible l'invisible?

Mots clés: Post communisme. Pologne. Agapè. Analyse historique. Libéralisme. Capitalisme. Don.

Abstract: The paper discusses the concepts of love in its agapic dimension and gift in the context of Poland. Starting from a historical perspective, Poland is presented as an archetypical case of post communist country born from the ruins of the world wars and, after the fall of the wall in 1989, recently become member of the UE. The key question of the paper is: in a framework where liberalism and capitalism are colonizing all the spheres, how can agape and gift revitalize social life and make the invisible visible?

Keywords: Post communism. Poland. Agape. Historical analysis. Liberalism. Capitalism. Gift.

¹ Professeur Associé de sociologie à l'université de Varsovie (Pologne). E-mail: izabela.wagner@gmail.com

² Économiste et travaille dans le domaine de l'assurance.

* Autores convidados.

1. Introduction³

En 2014 la Pologne passe pour un bon élève de l'Union Européenne: les indicateurs de l'OCDE, Gini Index et autres indices affichent une croissance visiblement constante et résistante à la crise à laquelle doivent faire face la plupart des pays occidentaux⁴. Les rues des grandes villes ressemblent, par leurs enseignes, à celles d'autres grandes villes de l'Europe Occidentale. Dans les nombreux centres commerciaux, les marques des produits de consommation (marques de nourriture, de vêtements, d'électroménager...) présentes sur les étagères sont les mêmes que celle des pays anciens de l'Union Européenne et sont la preuve de l'activité assidue d'une société de consommation en pleine effervescence.

Varsovie, comme d'autres grandes villes de cette région de l'Europe, attire les touristes par leur dynamisme et certainement par l'exotisme d'un « ex-pays de l'Est », qui prouve lui aussi son appartenance à la catégorie de centre de vie moderne. On peut cependant noter que les prix y sont souvent nettement plus élevés que son voisin, l'Allemagne alors que le salaire moyen dans le secteur privé ne dépasse pas 900 Euros et est à un niveau encore plus bas dans le public.

Dans ce pays où le pouvoir néo-libéral présente ses résultats économiques avec fierté, d'autres indicateurs alarment par-contre peu de monde. On peut citer le nombre d'enfants vivant en dessous du seuil de pauvreté qui est le plus élevé d'Europe : dans cette nouvelle Pologne, un enfant sur quatre a faim. Des études confirment la malnutrition d'une grande catégorie de la population, un accès aux soins très difficile – c'est une situation sensible pour la plupart de familles polonaises où la maladie chronique ou grave d'un membre de la famille la met en situation de

³ Ce texte a été rédigé comme un travail typique pour la sociologie publique (Burawoy, 2005); nos spécialités de recherches se trouvent dans le champs de la sociologie du travail et des organisations, donc des thèmes éloignés de ceux présentés dans ce volume. Cependant, notre expérience de vie et du travail en Pologne de 2004 à 2016, avec des activités d'aide à des malades et familles en grande difficulté, nous a apportés les bases nécessaires à l'écriture de cet article. Tous les deux nous pratiquons l'ethnographie comme méthode principale dans nos travaux, par conséquent nous allons également ici présenter les notes de terrain comme illustration de nos réflexions. Nous remercions Anna Kordasiewicz, Sylwia Urbanska et Justyna Zielinska pour leur conseils.

⁴ Selon le rapport d'UNDP (Human Development Report), Pologne vient de rentrer dans la catégorie "very high human development" avec Human Development Index – HDI de niveau 0,795 (UNDP 2010). Le World Bank a déplacé la Pologne de "upper middle income economies" (attribué entre 1996 et 2008 dans la catégorie "high income economies" – World Bank 2010.

pénurie et très rapidement dans la catégorie de personnes touchées par la pauvreté. Cette situation ne concerne pas seulement les enfants de familles nombreuses ou celles qui sont considérées comme “pathologiques”, mais également un nombre important de retraités.

Cette situation difficile est répandue dans de régions de la Pologne (où la politique de libéralisation du “régime précédant⁵” et de “démocratisation” de la société engagée dans un processus de privatisation et de désindustrialisation) dans lesquelles il est estimé à 4 millions, le nombre de Polonais qui ont décidé depuis 2004 (date d’entrée de la Pologne dans l’Union Européenne) d’émigrer pour faire face aux difficultés économiques et/ou de vie, dont accès à des services de santé⁶. On peut ainsi se poser des questions sur les choix et l’implication des Polonais à choisir leurs dirigeants, alors que la démocratie est jeune de 25 ans (Raciborski, 2011).

Alors que la pauvreté est omniprésente, on remarque une certaine insensibilité sociale où être pauvre est perçu le plus souvent comme un handicap personnel et un échec individuel du au manque d’esprit entrepreneurial et non comme un effet systémique d’une société en transition touchée par les effets négatifs d’un capitalisme agressif qui met en avant une idéologie individualiste. L’“American Dream” polonais est toujours vivant. La société atomisée croit au succès d’individus “créatifs” et efficaces, comme le présentent aujourd’hui les dirigeants polonais⁷ (ce nouveau model est présenté comme opposé à celui du passé), et comme celui qui offre les clés de la réussite. Pour comprendre l’attitude de cette société où tout au long du 20ième siècle, il a été enregistré une fuite successive et massive de sa population qui a été accueilli en tant que réfugié par d’autres pays qui les ont mis à l’abris de l’oppression (Praszalowicz, 2004; Stola, 2010) et qui aujourd’hui claquent la porte aux réfugiés à majorité syrienne et ce tout en portant des propos copiés aux fascistes des années 1930 (propos tenu dans la presse par les plus importants hommes et femmes politiques), nous devons appliquer une approche de longue durée (Braudel, 1982).

⁵ Il s’agit ici de la Pologne d’avant 1989.

⁶ Entre 2004 et 2006 le nombre de personnes qui ont quittés la Pologne double en passant d’un million à 1,950 000 (Kaczmarczyk, 2010)

⁷ Le gouvernement a changé en Pologne en octobre 2015 - précédant a été qu pouvoir durant 8 ans et la question de la réussite économique polonaise a été toujours souligné comme “une bonne élève” de la Communauté Européenne; la pauvreté n’a pas été au centre de préoccupation de gouvernement et nombreux travaux démontrent une inefficacité de services d’état due au manque d’une volonté politique de résoudre de manière durable et efficace ce problème. Le présent gouvernement a utilisé ces question pour mobiliser un lectorat délaissé mais jusqu’à présent les actions ayant pour le but l’amélioration ou bien une mise en place d’un système d’aide aux plus démunis n’ont pas été implémentés.

Il nous faut retracer le passé le plus récent et plus particulièrement celui concernant les relations d'entraide et de soutien envers ceux qui en ont besoin. En d'autres termes, nous devons nous arrêter sur la dynamique de la relation à l'autre, sur la question de la sensibilité sociale et de pratiques qui relèvent de l'empathie, de ce don à l'autre, un don inconditionnel qui doit aider le nécessiteux sans l'attente d'une contrepartie, un acte qui peut être considéré comme l'expression de l'Agapé.

2. Perspective historique: La Pologne - un Etat nouveau sur les ruines de la première guerre mondiale.

Au lendemain de la fin de la première guerre mondiale la Pologne retrouve son indépendance et devient une république. Elle doit alors faire face à sa reconstruction après 150 ans d'occupation par la Russie, la Prusse et l'Empire Austro-Hongrois, avec des difficultés liées à celles d'un nouvel état multi-ethnique, multi-confessionnel et dévasté par la guerre. Le pays s'engage dans l'unification des cadres administratifs et juridiques, des langues et d'un cadre juridique. L'activité rurale, alors très peu industrialisée domine et on note un taux d'analphabétisme comme l'un des plus élevés de l'Europe (Kiniewicz, 1975). La vague patriotique avec un attachement à l'identité nationale et à la culture polonaise deviennent la base d'un élan qui contribue à la réalisation de nombreuses entreprises qui ont pour le but la "modernisation" et le rattrapage de son retard par rapport aux autres pays de l'Europe Occidentale. Le cas polonais correspond aux autres cas des Etats nouveaux et indépendants analysés par Michael Walzer dans son dernier ouvrage (Walzer, 2015).

Dans cette course vers le progrès, la pauvreté est omniprésente : les villes sont touchées par des changements démographiques avec une croissance économique rapide et une campagne pauvre et surpeuplée. Tout comme avant la Première Guerre Mondiale, l'émigration est l'un des moyens d'échapper à la misère. Des Polonais partent seuls ou en famille vers les Amériques, l'Australie ou les pays de l'Europe Occidentale. Ceux qui restent sur place peuvent recevoir support d'organisations qui aident les familles pauvres à survivre. Ces organisations sont en majorité des organisations religieuses, philanthropiques (de personnes qui ont fait fortune pendant la guerre ou

bien rapidement après) ainsi que des organisations laïques, parfois liées à des groupes ethniques comme le BUND – l’une des nombreuses organisations juives séculaire et socialiste (Aleksiun, 2002), ou politiques (liés à des parties majoritairement de gauche sans connotation religieuse ou ethnique).

Pendant cette période, l’aide aux nécessiteux signifie dans beaucoup de cas le maintien des liens presque directs : le “bienfaiteur” connaît souvent la personne qui bénéficie de soutiens, les travailleurs sociaux sont en contact direct et dans le temps avec les personnes et les familles en difficultés.

La Pologne d’entre deux-guerres est un pays européen avec une activité intellectuelle et artistique intense, ainsi que les préoccupations concernant l’éducation très progressistes. Les syndicats des enseignants forment une force politique non négligeable. Ils imposent un certain modèle d’éducation progressiste dans lequel la sensibilité sociale et le devoir d’aide aux plus démunis est une base. L’école polonaise est obligatoire et gratuite pour ceux qui n’ont pas les moyens de payer. Les principes qui doivent caractériser un “nouveau citoyen” font partie de l’enseignement, comme la sensibilité à l’autre (le courant est nommé positivisme). Cet effort éducatif est cependant de courte durée; car les années 1930 sont marquées par une grande crise économique et le renforcement du fascisme. En Pologne, la discrimination ethnique augmente avec le nombre de pauvres et d’émigrants à la recherche de travail et de libertés. Les familles juives émigrent : le boycott du fruit de leur activité professionnelle (commerces, services, enseignement ou pratiques médicales) les met dans une situation économique très difficile. Le principe mis en place de « *numerus clausus* » qui limite très fortement l’accès des juifs à l’université et de « *ghetto de bancs* » rendent leur vie en Pologne très compliquée. L’accès aux ressources des familles dépend donc de leur statut ethnique, financier et de classe sociale.

La période de la seconde guerre mondiale est complexe et à l’origine de nombreux traumatismes qui ont contribué au renforcement de la division de la société polonaise.⁸

⁸ Ce sujet a été traité dans plusieurs ouvrages. Ce bref article n’aborde pas cette période douloureuse. Cependant il faut noter que le travail sur la mémoire de cette période est très difficile en Pologne où au centre de nombreux conflits se trouve le thème de la contribution de Polonais à la Shoah (pogroms, délations de personnes cachées, crimes contre les juifs, d’initiatives individuelles ou animés par une haine raciale et antisémitisme collective très répandue, mais aussi parfois pour récupérer leurs biens ou leurs terres).

3. Une “Nouvelle Pologne” - une fois de plus

Toujours en résonance avec l'analyse de Walzer (2015), la spécificité de la Pologne a pour origine la multiplicité de cas de la construction d'une société avec la volonté d'y mettre en place un nouveau modèle. A la fin de la seconde guerre mondiale, et tout comme après la première, on assiste donc à la création d'un Etat nouveau - qui est né avec l'aide de l'URSS au rythme de promesses de justice sociale (l'école et le travail pour tous) et ethnique (plus de discriminations antisémites ou anti Ukrainiens, etc). Ces idées attirent en grande partie de représentants des populations qui étaient discriminées. Le pouvoir en place utilise un langage nouveau et introduit des bases pour guider des relations nouvelles au sein de la société. On ne compte alors plus de chômeurs et après les années de reconstruction officiellement il n'y a plus de famine ou de misère. Le niveau de vie faible par rapport à l'Europe occidentale n'est pas questionné car le système imposé est vécu comme une conséquence de politique réelle avec le voisinage d'une URSS toute puissante, le manque de grandes disparités visibles dans la population : dans les familles d'ouvriers, d'employés de bureau, de médecins et de professeurs des universités logent dans les mêmes bâtiments. On peut difficilement évaluer aujourd'hui la proportion de pauvres de cette époque, car ils y sont généralement peu visibles. Beaucoup d'entre-deux vivent dans des zones rurales et travaillent dans les administrations de l'Etat socialiste. Les aides financières apportées pour l'éducation des enfants constituent un salaire pour les familles nombreuses en manque de ressources. Les pères travaillent : le travail est pour eux légalement obligatoire. Les mères restent souvent au foyer pour assurer l'organisation de la vie - à la campagne les crèches et les écoles maternelles sont rares sauf si il y a un kolkhoz qui embauche les hommes et les femmes. L'activité de l'église est tolérée et dans les années 1970 il y a une très forte augmentation du nombre de construction d'églises. L'organisation religieuse catholique s'est concentrée dans le développement de son patrimoine immobilier au détriment de l'aide aux pauvres. L'Eglise Catholique a une activité plus dynamique l'élection du pape polonais.

Les années 1980 sont marquées par la pénurie de biens alimentaires, des grèves. Les Polonais revendiquent plus de liberté. en 1981 et alors que le mouvement social « Solidarité » compte plus

de 10 millions de membres, le gouvernement militaire met en place l'Etat de Guerre et renforce son pouvoir.

Pendant cette période, les Polonais ont pour préoccupations principales les questions liées à la politique du pays et l'aide aux pauvres qui sont de plus en plus nombreux, l'accès aux biens alimentaires, et pas seulement la viande, mais aussi d'autres produits de consommation de base⁹. Ces pénuries sont ressenties par la grande majorité de la population. On a enregistré un déclin de la part due à l'acheminement d'aides (aliments, vêtements) collectées par des associations et des particuliers et bien souvent acheminées par des volontaires de différents pays pour être ensuite distribuée en grande partie grâce au réseau de personnes proches de l'Eglise Catholique.

4. Après 1989, une société “nouvelle” dans le vent de “liberté”

En juin 1989, les premières élections libres depuis la mise en place d'un pouvoir centralisé permettent la création d'un gouvernement nouveau qui rapidement s'oriente vers une économie capitaliste basée sur le modèle américain. Cette option est celle qui a été décidée entre différentes dont d'autres proches du modèle scandinave (Etat providence qui se développe avec un état fort et qui prend soin de l'éducation, de la santé et des citoyens dans le besoin). La route entreprise par les dirigeants polonais est marquée par des années de restrictions et une demande au “peuple polonais” de se serrer la ceinture et faire des concessions pour un avenir meilleurs. Des Polonais suivent ce modèle en croyant dans le futur promis où l'économie de marché soutiendrait des activités économiques saines et où la libre concurrence permettrait une prospérité similaire aux autres pays occidentaux. Des investisseurs étrangers achètent le patrimoine industriel tout juste privatisé. Cela est perçu et présenté comme le début d'une nouvelle ère prospère.

Pourtant, le but de ces achats n'est pas forcément d'investir, mais d'augmenter les marges d'entreprises internationales qui réalisent leur stratégie personnelle et agressive de maximalisation

⁹ En Pologne dans les années 1980 il a été mis en place un système de rations. Ainsi, pour la nourriture, par mois et par personne : 3,5 kg de viande, deux plaquettes de beurre et 1 kg de sucre. Le pays, en manque de moyens financiers fait des économies, ainsi, les coupures d'électricité et la limitation d'accès au charbon de chauffage font partie du quotidien, ce qui provoque une vague de protestations.

du profit: délocalisation de la production à un moindre coût, en ne laissant pas les bénéfices pour le développement local, mais en les transférant immédiatement dans les caisses des maisons-mères étrangères, limiter la concurrence (acheter et fermer, comme cela a été le cas notamment pour l'industrie sucrière. Contrairement à ce qui est attendu, l'activité industrielle disparaît dans beaucoup de villes. Les habitants des campagnes, les ouvriers agricoles se retrouvent sans emploi, sans ressources : les exploitations agricoles sont cédées à des prix très bas à des particuliers, étrangers ou non, qui licencient les salariés pour réaliser des profits (investissement dans le foncier, fermes industrielles hyper-mécanisées).

Les relations entre les acteurs économiques se modifient car apparaît une nouvelle classe des entrepreneurs qui affiche les signes de richesse pour se distinguer d'une classe moyenne en plain changement et qui est touchée par le chômage croissant. La nouvelle société libre polonaise se polarise rapidement, une partie de la population s'enrichit grâce à des privatisations hâtives dans un cadre juridique chaotique des premières années de transition (Dunn, 2005). Une autre partie est laissée pour compte. Souvent perçus comme "manquant de l'esprit d'entrepreneur", comme des "assistés de l'ancienne époque"; "incapables et paresseux" ou « ratés ». Le discours des politiques au pouvoir portent sur la réussite grâce aux effets du nouveau système capitaliste qui apporterait le bonheur et le succès de tous, sans faire allusion à la pauvreté qui croît. De rares chercheurs communiquent dans les médias sur le sujet de la pauvreté structurelle (Tarkowska 2015, Warzywoda-Kruszyńska, 1998. Warzywoda-Kruszynska, Jankowski, 2010).

Les histoires de réussites individuelles couvrent les informations sur les privatisations d'anciens services publics comme les sociétés de transport de personnes –autobus, bus, train, d'une partie de l'école, d'hôpitaux. La réalité sur l'accès aux crèches, aux écoles maternelles, aux soins publics contredit les communications des gouvernants qui n'offrent pas le niveau de services publics en accord avec les impôts et taxes qu'ils perçoivent.

Les Polonais ont en réalité perdu l'accès à des services reconnus comme fondamentaux dans les pays d'Europe Occidentale. La protection sociale est inefficace. Il semble que les Polonais croient aux promesses du modèle qui leur est vendu, celui de la construction d'une Pologne qui engendrera de la croissance, avec toujours comme but de rattraper le niveau de vie de l'Europe Occidentale. Le symbole de l'entrée de la Pologne dans l'Union Européenne le 1^{er} mai 2004,

renforce la confiance d'une partie de la population et serait la confirmation de la justification de leurs privations, cela permettant également d'assouvir leur revanche face à l'ancien système d'avant 1989. En réalité, l'entrée de la Pologne dans l'Union Européenne est marquée par la décroissance de sa population dûe principalement par une nouvelle vague d'émigration économique (env. 1.950 000 de Polonais ont quitté la Pologne entre 2004 et 2006; Kaczmarczyk, 2010).

5. De 2004 à aujourd'hui, la Pologne au cœur de l'UE se montre être "Un bon élève Européen"

Les années de transition d'un système économique vers l'autre sont appelées en Pologne "La Transformation". Sans entrer dans les détails, on peut dire que dans ces changements on a admis le principe qu'il y ait des gagnants et des perdants, ces derniers payent le prix de la "réussite capitaliste à la polonaise" (Hardy, 2009). Dans cet article nous voulons attirer l'attention sur les échanges entre les personnes que nous pouvons qualifier 'd'actes d'aide et de soutiens sans attendre de retour de la part du bénéficiaire'. Avant d'engager un tel échange, il est nécessaire de déterminer le besoin des personnes à aider. La spécificité du cas décrit dans cet article découle de la modification des actes d'aide et de pratiques de soutiens aux démunis. A la suite de la « Transformation » - terme utilisé en Pologne pour désigner les années de transition d'un système économique à l'autre - on a pu observer la modification de la notion de partage et surtout une partielle disparition de la pratique d'aides non-intéressées et du travail volontaire.

Deux exemples ethnographiques vont permettre d'illustrer une situation qu'on peut qualifier de courante et qui a eu lieu il y a une dizaine d'années mais qui est toujours d'actualité:

Un chef d'entreprise français arrive en Pologne pour prendre la direction de la filiale à Varsovie:

«Je suis arrivé en 2004 en Pologne, un collègue en France, très actif dans le monde de l'aide, et membre d'une organisation chrétienne m'a demandé de l'aider pour faire venir un camion rempli de vêtements , de matériel orthopédique de qualité et de 17 chaises roulantes pour

handicapés. Le tout a été complètement vérifié : les vêtements ont été triés et désinfectés, le matériel orthopédique et les chaises roulantes ont été remis en total état de marche. La Croix Rouge française a validé la bonne qualité du contenu. J'ai organisé la prise en charge du contenu du convoi et de sa distribution par l'église locale. Lorsque le convoi arrive, mon collègue m'appelle, complètement perdu, il me dit : « tu sais, cela fait plus de 30 ans que je fais des convois et c'est la première fois que je vis une chose pareille : le prêtre m'a dit qu'il s'en fichait de ce qu'il y avait dans le camion et que si je voulais aider, il fallait donner de l'argent ». J'étais moi aussi décontenancé et vraiment gêné car en plus il devait être logé par le prêtre, et là, après plus de 1500 KM, il se retrouvait seul avec son camion plein et sans savoir où dormir. Je l'ai alors orienté vers une amie des services sociaux de la ville qui se vantait d'avoir dirigé tout un programme d'aide pour les tchéchènes. Là aussi, c'était incroyable : non, ils ne pouvaient rien faire non plus : pas de structure. Finalement, c'est un ami entrepreneur local qui a pris en charge le déchargement du camion avec les salariés de son entreprise et qui s'est ensuite débrouyé pour distribuer avec sa femme, directement. Heureusement que sa femme était très active et connaissait beaucoup de monde, c'est comme ça que ça s'est réglé. Et j'avais appelé mon ami qui travaillait aux services sociaux de la ville et je lui ai dit que je ne comprenais pourquoi elle avait refusé, puisqu'elle apparaissait même à la télé en tant que très active pour aider les gens. Elle m'a répondu très gênée : « ben oui, mais tu sais, c'était pour montrer qu'on fait quelque chose. En réalité, on ne gère que le budget que nous donne le ministère avec les directives de redistribution »

Comment cela s'est-il résolu?

Cet exemple illustre une situation de difficulté quant à l'acheminement d'aide par une structure organisée et habituée dans un pays où les produits amenés constituent un bien rare. Cependant, en arrivant au lieu du don, de grandes difficultés empêchent la continuité de l'acheminement de l'aide. Ces difficultés sont surtout dues à une sorte d'insensibilités de personnes en charge de l'organisation de l'aide (au sein de la paroisse ou des institutions religieuses, municipales ou encore d'autres comme la Croix Rouge Polonaise).

Cette institutionnalisation des aides et la mise en place de procédures (lourdes et coûteuses) ont modifié les pratiques. Autrefois, des bénévoles participaient, notamment aux travaux de manutention. Aujourd'hui ces tâches sont réalisées dans un cadre juridique et organisationnel défini

(douanes, permissions de distribution, de décisions à l'origine complexe désignant la catégorie de population qui a accès à l'aider, procédures de vérification; une suspicion répandue concernant le détournement de biens etc.). Tout cela se déroule dans un cadre bureaucratique où les dimensions se cumulent, rendant les pratiques non-viables (cadre de l'Union Européenne, législation polonaise, lois et pratiques normées des institutions concernées - église; Croix Rouge; municipalités). En attendant le passage par ces étapes, la population qui a réellement besoin d'aide n'est pas soutenue. Le temps qui s'écoule entre l'apparition du besoin et l'acte de soutien s'allonge. Autrefois une assistante sociale suivait des familles ou des personnes en apportant une aide (gérée par l'Etat ou l'organisation); les "pauvres" avaient un visage, habitaient un lieu, il y avait une relation directe entre les aidants et les aidés.

Alors que l'état économique du pays s'améliore, l'aide est apportée par différents acteurs (dont des ONG, l'Etat polonais, l'église ou d'autres initiatives locales), dans une ambiance de chaos, de principes d'exclusion complexes pour certains demandeurs d'aide (Zielinska; Kubisa, 2016). La complexité des procédures et la longueur du temps d'intervention sont responsables de la situation ressentie par la population bénéficiaire comme chaotique et rarement efficace (la pérennité des aides est mise en cause ainsi que l'efficacité des programmes de sortie de la misère).

L'un des problèmes souligné dans ces travaux (Tarkowska, 2000) est la stigmatisation des personnes dans le besoin - problématique à laquelle nous allons revenir dans la suite. La transformation des échanges et des liens qui caractérisent les pratiques d'aides due à leur institutionnalisation est accompagnée d'une croissante désensibilisation à la misère et à la pauvreté - à la misère de l'Autre. Cela est dû par plusieurs facteurs dont l'un est la bureaucratisation et la modification technologique qui ont façonné les pratiques d'aides. Il est beaucoup plus facile de refuser de l'aide à quelqu'un par courrier, suite à une décision prise dans un bureau après l'étude de documents et cocher une case dans un tableur sur son ordinateur, que d'informer en direct une veuve sans travail qu'elle obtiendra 100 Euros d'allocation 'pauvreté', montant qui ne couvre ni le loyer, ni les frais de nourriture, ni les factures de chauffage et suffit pour payer un traitement contre l'asthme, mais sans pouvoir acheter les produits pour traiter son diabète. Ce sont les situations que doivent affronter les personnes qui font partie de la catégorie des 'pauvres' en Pologne. Selon la spécialiste des études de phénomène de pauvreté, Elzbieta Tarkowska, ils sont invisibles et

indésirables. Ils contredisent l'histoire optimiste du succès polonais, en mettant des notes sombres dans les chants enthousiastes conçus à la gloire du capitalisme moderne (Tarkowska, 2015).

La sensibilité à l'égard de l'Autre est une attitude, dans plusieurs sociétés, qui fait partie de la socialisation réalisée dans les familles, les écoles et au sein de groupes religieux - partout où la société exerce son activité.

L'exemple suivant illustre un évènement qui a eu lieu dans une école primaire:

En 2005 il y a une fête à l'école et les enfants de 10 ans y participent. Un parent reçoit l'argent collecté par les enfants et doit acheter des pizzas. En arrivant avec 4 grandes pizza, le parent (étranger juste nouveau dans une école polonaise) doit couper les parts. Il compte les présents et partage la nourriture, selon le nombre de personnes présentes sur le lieux. Une tolée de voix se lève (enfants et quelques parents présents) que le nombre de part doit être inferieur. On doit partager équitablement la pizza uniquement entre ceux qui ont payé. Dans cet établissement public situé au centre de la capitale, les élèves présents sont issus de familles aux conditions matérielles de vie très variées. L'indignation du parent qui a effectué un partage équitable rencontre de nombreuses explications soutenant que si certains n'ont pas cotisé c'est leur faute : Il n'y a que des paresseux et stupides qui sont 'pauvres'. Pas de notion de partage, de la festivité pour tous, pas de plaisir d'offrir, de mettre dans une égalité le petit collectif présent (8 personnes sur 24 n'ont pas eu les moyens de cotiser pour les pizzas).

En vérifiant si cet exemple relève d'une organisation particulière de cet établissement ou d'une pratique récente qui pourrait être répandue, nous avons appris que dans toutes les établissement il y a un répartition de la nourriture (cantines) et même dans les cantines pour tout petits dans des écoles maternelles (enfants âgés de 3 ans) entre ceux qui ont pu payer et les autres. Ainsi, les enfants dont les parents ont payé le repas déjeuner devant des enfants considérés comme 'pauvres' et qui les regardent manger. La situation est dramatique dans plusieurs dimensions: tout d'abord, une inégalité cruelle dès plus jeune âge qui divise les collectifs scolaires sur la base de la situation matérielle en stigmatisant les enfants démunis. Ensuite, on peut noter l'absence d'actions affirmatives du pouvoir collectifs. On peut rencontrer exceptionnellement les initiatives de municipalités qui financent le repas des enfants de familles en difficultés, encore plus rarement, c'est la paroisses; malheureusement ces actions ne sont pas de nature pérenne. Troisièmement, et

c'est ici une dimension plus générale, une grande désensibilisation de la société. Le corps enseignant y participe également, en excluant les enfants les plus démunis dans de nombreuses situations scolaires.

Une excursion ne doit pas avoir lieu si toute la classe ne peut pas venir en déplacement (c'est la règle par exemple en France, c'était une règle en Pologne avant 1989). En Pologne, on ne s'interroge pas sur le caractère relevant de l'injustice sociale qui touche les enfants qui ne peuvent pas payer le déplacement (à l'exception de rares chercheurs: Golczynska-Goldas, 2014; Warzywoda-Kruszynska, 2012). C'est devenu normal, personne n'est choqué ou indigné. La société semble être devenue allergique aux actions sociales ou à une aide systémique généralisée. L'état providence est perçu comme un modèle du passé, économiquement non viable. Les pauvres sont rejetés de la société qui se modernise et qui ne veut pas les prendre en charge.

En Pologne, au 21^{ème} siècle, la pauvreté n'est pas un problème structurel ou une préoccupation de la société - c'est un stigma que chaque personne en manque de ressources porte en silence avec un grand sentiment de culpabilité. Ils sont portés coupables d'être pauvres, d'être des ratés d'une société en pleine dynamique économique. L'individualisation touche également cet aspect de la vie sociale: la pauvreté est le problème des pauvres, ils l'ont cherché par manque de la flexibilité ou de capacité d'adaptation aux changements. C'est donc à eux de trouver une solution.

Telle est la perception de la grande majorité de la société polonaise. La solution qu'un nombre important de la population en difficulté a trouvée, c'est l'émigration. Des hommes et des femmes cherchent un emploi dans les pays occidentaux de l'EU, la plupart du temps en laissant les enfants sous la garde de membres de la famille restant au pays (Urbanska 2015). Le silence est la réponse des politiciens à la problématique de la population en difficulté. Pourtant, les chiffres sont alarmants.

Le dernier rapport de l'UNICEF "La pauvreté des Enfants" de 2012 montre que 1,3 mln¹⁰ d'enfants en Pologne (21 %), n'a pas l'accès aux besoins fondamentaux nécessaires à leur croissance et à leur développement. Plus d'un million vivent dans la pauvreté (14,5 proc.). Cela signifie que

¹⁰ La Pologne compte 38 mln habitants; la démographie à tendance négative due à l'émigration massive - statistiques crédibles introuvables.

1 enfant sur 5 en Pologne ne mange pas de repas chaud, n'a pas de livres, ne suit pas de cours extra-scolaires et ne part pas en vacances.

En 2014 l'indicateur de la menace de la pauvreté extrême parmi les enfants et les adolescents en Pologne (-18 ans) est de 10,3 % et donc 1/3 de la population dans cette tranche d'âges est dans une situation de risque de pauvreté extrême. Le rapport de l'office de statistiques polonaises GUS indique que 2,8 mln de Polonais vivent dans une pauvreté extrême et 4,6 mln se trouvent en dessous du seuil de la pauvreté.

Comment peut-on faire face à cette situation grave ? Devons nous accepter que la facture de la modernisation d'un pays en développement soit acquittée par cette population fragile ?

6. Conclusion. Rendre les invisibles visibles - réanimer Agape.

Afin d'élaborer des mesures qui pourraient aider durablement les personnes qui se trouvent en difficulté nous devons tout d'abord admettre que le problème existe. Oui, la Pologne au 21^{ème} siècle et membre de l'Union Européenne compte une large population de pauvres. C'est le problème majeur de cette société, qui préfère se voir comme une société d'Europe Centrale en pleine dynamique de croissance, jalousée par ses voisins occidentaux. Ensuite il semble urgent de changer la perception de personnes en situation de pauvreté. Il est inadmissible de les pénaliser en les stigmatisant, car selon les études réalisées en Pologne, le phénomène de pauvreté est structurel. Troisièmement, il est nécessaire de redonner de la valeur aux pratiques de l'aide directe, de renouer avec des relations réelles et non bureaucratiques-virtuelles ou bien institutionnelles, car elles peuvent être le garant de la longévité et de l'efficacité des actions de soutiens et de l'aide efficace et durable dont ont tant besoin les personnes en difficultés. Deborah Stone dans son livre "Policy Paradox. The Art of Political Decision Making" (2001) rapporte des actes de désobéissance civile de travailleurs sociaux aux USA, lorsque le gouvernement Clinton avait apporté une modification de la législation sur l'assistance aux personnes malades et âgées. A la suite de ces changements, beaucoup de personnes ont perdu le droit aux aides. Plusieurs d'entre elles se sont retrouvées en

grande difficulté et de nombreux travailleurs sociaux, sous la menace de poursuite juridiques continuait de s'occuper de leurs anciens protégés gratuitement, juste pour continuer les soins et l'aide. Sur cet exemple de comportement de nombreux travailleurs sociaux, on peut constater que l'efficacité et la pérennité de l'aide peut avoir une double dimension: institutionnelle et directe. Il semble que la conjonction des deux permet non seulement la compréhension de la situation de personnes en difficulté (grâce aux contacts réguliers et directs), mais également en cas de défaillance institutionnelle, elle permet d'apporter la garantie de procurer de l'aide en dépit de mesures bureaucratiques néfastes pour la population de pauvres.

On n'a pas de données suffisantes pour comprendre si la situation décrite par Deborah Stone est courante en Pologne. Il semblerait qu'un grand effort doive être fourni afin de mettre en place une éducation large et de longue durée (des écoles maternelles aux universités) ayant pour objectif de changer l'image des pauvres, la modification de la compréhension du phénomène de pauvreté et surtout, un apprentissage de pratiques quotidiennes de soutien et d'aide (sous formes différentes) de personnes en difficulté. C'est un travail d'une longue durée dont le champ a été libéré par les groupes habituellement chargés de l'éducation "morale" donc représentants religieux¹¹. Cette espace doit être animé par les intellectuelles et représentants de sciences sociales qui peuvent, grâce à leur expertise, comprendre et aider à comprendre l'Autre qui a besoin d'aide.

Le courant de la sociologie ressuscité par Mickael Burawoy, appelé la sociologie publique (Burawoy, 2005), a justement pour objectif ce type de passage de savoirs ciblés et d'actions concrètes qui peuvent modifier la situation actuelle, faire revenir un visage et la visibilité aux pauvres et inspirer les hommes et femmes de pouvoir, afin qu'ils veuillent exercer leur responsabilité et organiser efficacement le soutien et l'aide aux personnes dont la vie nous préoccupe si peu aujourd'hui. C'est notre rôle et devoir amener la société à s'occuper de ceux qui sont délaissés et qui vivent en détresse.

¹¹ En Pologne l'Etat est sous régime de concordat - un accord avec l'Eglise Catholique et le cours de catéchisme sont obligatoire dans le cycle primaire et secondaire à raison de 2h par semaines. Peu d'actions d'aide aux pauvres émanes de ces cours centrés sur le culte et rarement sur les actions envers de personnes en besoin ou une sensibilisation sociale, ou bien simplement ce qu'on appelé l'empathie.

Everett Cherrington Hughes dans le livre “Men and their work”, a dit: “Philanthropy, as we know it, implies economic success; it comes late in a career. It may come only in the second generation of success.” (Hughes, 1984:65). Mais ce changement n’est pas un processus indépendant et notre contribution au changement doit être significative. Le cas de la Pologne illustre bien que l’attention au sort de l’Autre et les pratiques d’aide ne peuvent pas être la préoccupation des individus isolées ou certaines groupes de volontaires ou les institutions au fonctionnement lourd. Afin résoudre le problème de la pauvreté et l’insensibilité sociale nous devons (les intellectuels, les sociologues, anthropologues, philosophes) nous mobiliser pour toucher par ce changement chaque membre de la société qui aveuglé par un rêve de la réussite matérielle a oublié que l’Agapé est non seulement un devoir humaniste mais aussi une source de bien-être de celui qui offre son aide à celui qui on en a besoin.

Pour mémoire:

“Master Tasks for Intellectuals

1. To define the reality of the human condition and to make our definitions public.
2. To confront the new facts of history-making in our time, and their meaning for the problem of political responsibility.
3. Continually to investigate the causes of war, and among them to locate the decisions and defaults of elite circles.
4. To release the human imagination, to explore all the alternatives now open to the human community by transcending both the mere exhortation of grand principle and the mere opportunist reaction.
5. To demand full information of relevance to human destiny and the end of decisions made in irresponsible secrecy.
6. To create being the intellectual dupes of political patrioteers.

- C. Wright Milles

Litterature

- ALEKSIUN N. (2002), *Dokąd dalej? Ruch syjonistyczny w Polsce 1944–1950 (Where To? The Zionist Movement in Poland, 1944–1950)*; Warsaw: Trio.
- BRAUDEL F. (1982), *Civilization and Capitalism, 15th-18th Century: The wheels of commerce* (Vol. 2). University of California Press.
- BURAWOY M. (2005), "For Public Sociology", *American Sociological Review*, vol, 70 February; pp:4-28.
- DUNN E. C. (2005). "Privatizing Poland. Baby Food, Big Business, and the Remaking of Labor." Ithaca: Cornell University Press/ Culture and Society after Socialism.
- GOLCZYŃSKA-GRONDAS A., NÓŻKA M. (red.) (2014), Wykluczenie i marginalizacja dzieci i młodzieży - wyzwanie czy klęska społeczeństwa obywatelskiego, "Acta Univesitatis Lodziensis Folia Sociologica", 49.
- HARDY, Jane (2009), *Poland's New Capitalism*. Chicago University Press, Chicago.
- KACZMARCZYK P. (2010), "Poakcesyjne migracje Polaków - próba bilansu", *Studia migracyjne -Przegląd polonijny* nr 4 pp: 5-36.
- KINIEWICZ S. (1975), *Historia Polski 1795-1918*. Warszawa Polskie Wydawnictwo Naukowe.p: 603.
- KUBISA J., ZIELIŃSKA J., (2016), "Poland' active inclusion model - still in transition? The case of public agencies' tensions and emerging role of Civil Society Organizations in Radom." in *Combating Poverty and Promoting Active Inclusion in Local Welfare Societies*, ed. by H. Johansson, A. Panican, Palgrave (in print)
- MILLS WRIGHT Ch, (2008) *The Politics of Truth. Selected Writings of C/Wright Mills*, introduced by John H. Summers, New York: Oxford University Press; 296p. (aussi accessible sur: <http://markcarrigan.net/2012/01/17/master-tasks-for-intellectuals/>)
- PRASZALOWICZ, D., MAKOWSKI, K. A., ZIĘBA, A. A. (2004), *Mechanizmy zamorskich migracji łańcuchowych w XIX wieku: Polacy, Niemcy, Żydzi, Rusini : zarys problemu*. Kraków: Księg. Akademicka.
- RACIBORSKI J. (2011), *Obywatelstwo w perspektywie socjologicznej*, Wydawnictwo Naukowe PWN, Warszawa, p: 304.
- RUSINIAK-KARWAT M. (2010) "Odradzanie się społeczności żydowskiej w Polsce na przykładzie Bundu" (Rebirth of the Jewish community exemplified by the Jewish Labor Bund). *Studia ofiarowane profesorowi Jerzemu Tomaszewskiemu*, edit. August Grabski, Artur Markowski, Warsaw
- STOLA D. (2010), *Kraj bez wyjścia? Migracje z Polski 1949–1989* Warszawa, Wyd: IPN, ISP PAN. P. 535.
- TARKOWSKA E. (2000), "Zrozumieć biednego. O dawnej i obecnej biedzie w Polsce." (Comprendre le pauvre - sur la pauvreté jadis et aujourd'hui en Pologne) livre open access mise

en line et consultable:

http://otworzksiazke.pl/images/ksiazki/zrozumiec_biednego/zrozumiec_biednego.pdf

TARKOWSKA E. (2015), "Ubostwo bez miary" (La pauvreté sans mesure) -

<http://magazynkontakt.pl/prof-tarkowska-ubostwo-bez-miary.html>

URBANSKA S. (2015), „Matka Polka na odległość. Z doświadczeń migracyjnych robotnic 1989–2010”, WUMK, Toruń 2015.

WARZYWODA-KRUSZYNSKA W. red. (1998), *Życ i pracować w enklawach biedy*, Łódź: Instytut Socjologii.

WARZYWODA-KRUSZYNSKA W., JANKOWSKI B. (2010), *Mieszkańcy enklaw biedy 10 lat później*, Łódź: IS UŁ, Wyd. Biblioteka.

WARZYWODA-KRUSZYNSKA W. (red) (2012), *Bieda dzieci, zaniedbanie, wykluczenie społeczne*, Wydawnictwo Uniwersytetu Łódzkiego, Łódź.